



NOTE DE RÉFLEXION N°51

PLONGEON DANS L'INCONNU : DÉMYSTIFIER LA « TRANSITION » SYRIENNE

Myriam Benraad

De quel type de représentation collective biaisée car partisane découlait la conviction, au mois de décembre 2024, lors de l'arrivée à Damas des jihadistes de l'Organisation de libération du Levant (*Hay'at Tahrir al-Cham*, HTC de son acronyme commun) et de leurs alliés islamistes, que la transition syrienne qui s'amorçait avec la défaite du régime de Bachar al-Assad sanctionnerait un couronnement ? De l'émotion d'euphorie qui dominait alors dans les rangs de l'opposition syrienne et de ses sympathisants, du haut de leur obsession partagée pour un changement de régime dans ce pays, porteur à leurs yeux de sa pacification et de sa démocratisation ? S'agissait-il de la prénotion, répétée *ad nauseam* tout en restant très floue, qu'aucune autre forme de gouvernance, même jihadiste, ne pourrait, dans l'absolu, rivaliser avec les crimes commis par le parti Baath ? D'un matraquage idéologique émanant en particulier, mais pas exclusivement, d'une certaine frange de penseurs néoconservateurs qui en avaient fait de longue date une étape nécessaire de leur imposante entreprise de remodelage du Moyen-Orient ?¹

D'autres n'ont-ils fait que suivre la doxa ambiante en reprenant à leur compte, sans la moindre distance critique, le discours consistant à faire d'Ahmed al-Charaa l'homme providentiel pour la Syrie et sa reconstruction au terme d'une décennie

¹ Voir à ce propos l'analyse du professeur émérite d'anthropologie à l'Université du Minnesota William O. Beeman, « Syria and the Neoconservative Agenda », *Highbrow Magazine*, 11 septembre 2013.

de guerre civile ? Des incidents sérieux avaient pourtant très tôt entaché ce processus transitionnel en cours¹, tandis que les événements récents survenus dans les régions du littoral méditerranéen, avec plus de 1 300 morts parmi la communauté alaouite et bien d'autres minorités - littéralement massacrés par les forces du nouveau gouvernement -, vinrent soudain contredire la perspective d'une transition « douce » comme les plus optimistes voulaient y croire initialement. S'il ne s'agit pas de rejeter entièrement la transition de la Syrie post-baathiste, il paraît plus que nécessaire de la démystifier et de revenir au réel tant les témoignages et données issus du terrain vont à l'encontre des discours en vogue, notamment celui fièrement diffusé par Al-Charaa et ses hommes².

« Transition » : consécration commode d'une prolepse ?

Ces quelques considérations introductives encouragent en premier lieu à questionner le concept même de « transition. Celui-ci, tout en ayant fait l'objet d'élaborations riches et sophistiquées dans la théorie politique et le domaine des relations internationales³, fait étrangement figure de prolepse dans le contexte syrien, au sens ici de ce qui consiste à prévenir toute forme d'objection en la réfutant d'avance. Sous peine d'être brutalement refoulés hors du débat, il ne sera pas possible pour les plus sceptiques d'exprimer leurs doutes quant au fait qu'une transition, entendue comme un passage vers un régime de nature démocratique, ait même vraiment commencé. Alors que les Kurdes l'ont rejetée comme antithétique à la diversité syrienne, « ne reflétant pas l'esprit du peuple syrien et de ses différentes composantes », il conviendra de soutenir, afin de se conformer à une certaine injonction médiatique, que celle-ci marque au contraire « une nouvelle page de l'histoire »⁴, « un jalon de plus dans la transition »⁵.

Ce que l'on constate surtout, à travers une brève mise en exergue de ces récits élogieux, est l'invisibilisation patente de tous les récits qui, depuis qu'Assad a été vaincu et a pris la fuite, osent nuancer, critiquer, voire contester, le mantra commode d'une transition qui, en quelque sorte, aurait déjà triomphé de ses adversaires. Au moment de l'assaut donné par les jihadistes sur plusieurs gouvernorats puis sur la capitale syrienne, cette transition n'avait cependant de « démocratique » que son nom. Comment omettre les pillages, actes de vandalisme, règlements de comptes interpersonnels qui succédèrent de manière quasi-immédiate à la prise du pouvoir par HTC ?⁶ Par voie de conséquence, quel sens véritable accorder à cette transition consacrée par beaucoup comme quasi-prophétique, alors que ce terme demeure générique, sinon abscons en l'occurrence tant il s'éloigne irrémédiablement des réalités observées depuis

¹ Le 3 décembre 2024, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, se disait « extrêmement préoccupé par l'escalade des hostilités dans le nord-ouest de la Syrie » et évoquait même une « situation tragique ».

² Lire Dany Moudallal, « En Syrie, un discours inclusif mais un pouvoir confisqué », *L'Orient-Le Jour*, 6 janvier 2025.

³ Daron Acemoglu et James A. Robinson, « A Theory of Political Transitions », *The American Economic Review*, vol. 91, n° 4, 2001, pp. 938-963.

⁴ « La Syrie se dote d'une déclaration constitutionnelle, 'nouvelle page de l'histoire' du pays », *Le Monde/AFP*, 14 mars 2025.

⁵ « La Syrie se dote d'une déclaration constitutionnelle, un jalon de plus dans la transition », *Courrier International*, 14 mars 2025.

⁶ Myriam Benraad, « Moyen-Orient : une géopolitique de la vengeance sans fin ? », *Ouest-France*, 15 mars 2025.

la Syrie ? Ce pays meurtri s'est-il seulement engagé dans une transition si l'on prend en considération le peu de progrès réalisés depuis la déchéance de l'ancien dictateur ?

« Guerre de tous contre tous » : l'impasse d'une illusion

Loin des poncifs courants, on assiste depuis de longues semaines à la poursuite d'une guerre civile ouverte dès l'année 2011 par un mouvement contestataire qui, rappelons-le, s'était vite militarisé pour aboutir au pire, sur fond d'une répression par le régime qui irait croissante. Le conflit syrien est loin d'être clos et connaît plutôt une nouvelle phase violente avec l'arrivée aux commandes d'Ahmed al-Charaa – phase qui souligne les limites du vocable aisé mais largement trompeur de transition. Les pourfendeurs bien connus de toute discussion contradictoire au sujet de la Syrie et de son actualité argueront que des avancées ont bel et bien eu lieu au lendemain de l'avènement d'une nouvelle donne politique à Damas : engagements pris par le gouvernement intérimaire à l'égard d'une communauté internationale dans l'expectative, tenue d'une conférence sur le dialogue national se clamant représentative de l'ensemble des Syriens, promesse d'un calendrier constitutionnel et électoral.

Dans le même temps, peut-on décevantement occulter ou minimiser l'ampleur du drame qui s'est déroulé en pays alaouite et continuer d'adhérer mollement au narratif d'une transition encore en large part désincarnée ? Les paroles de la société civile syrienne, toutes communautés confondues, sont limpides : toutes pointent aujourd'hui vers un climat de torpeur qui s'est emparé d'elles et de leurs membres, se sachant exposées au scénario du pire car ouvertement ciblées par les nouvelles autorités¹. Dans plusieurs provinces et villes du pays, comme à Homs, des civils alaouites ne semblent ainsi point rassérénés par les assurances qu'Al-Charaa s'est évertué à apporter et redoutent plutôt d'autres campagnes de vengeance sanglantes comme celle qui a massivement visé leurs coreligionnaires. Quant aux chrétiens et aux Druzes, ils oscillent entre tentation de fuir et appels explicites à des acteurs extérieurs pour les protéger². Au sein même de chaque communauté se multiplient de surcroît les tensions et les divisions quant à la posture à adopter vis-à-vis d'HTC, entre allégeance à contrecœur, résistance et résignation³.

Regime change, mais pour quelle transition véritable ?

En définitive, ne touche-t-on pas ici aux incertitudes foncières pesant sur toute logique politique dite « de transition » ? Incertitudes qui ont durablement été rejetées hors du champ d'un débat éminemment idéologisé sur la « question syrienne » et qui, sans la moindre surprise, resurgissent désormais à l'avant-plan des discussions. Affirmer que la déclaration constitutionnelle ouvre « *une nouvelle page de l'histoire de la Syrie, où nous remplaçons l'injustice par la justice (...) et la souffrance par la miséricorde* »,

¹ « Les chrétiens de Syrie inquiets après les massacres contre les Alaouites », *Vatican News*, 10 mars 2025.

² Symptomatiquement, ces appels émergent dès décembre 2024 dans les régions druzes du sud syrien. Voir « Face aux insurgés islamistes, un village druze syrien demande son annexion à Israël, un 'moindre mal' », *The Times of Israel*, 13 décembre 2024.

³ Madjid Zerrouky, « En Syrie, le cycle infernal de la vengeance : 'Je me méfie des hommes issus de ma propre communauté' », *Le Monde*, 16 mars 2025.

pour citer les paroles d'Al-Charaa lui-même, ne suffira pas à dissimuler que de nombreuses communautés sont *de facto* exclues de cette dynamique supposément vertueuse et que le leader qui s'est imposé par les armes concentre aujourd'hui tous les pouvoirs. Tout en se targuant de s'être inspirés des anciennes constitutions syriennes, notamment sur le caractère « arabe » du système républicain, les chefs d'HTC érigent la jurisprudence islamique au rang de « source principale » du droit. Quelles seront les conséquences de cette innovation insidieuse sur le sort des minorités religieuses, des courants laïques et des femmes, pour ne mentionner qu'eux ? Comment anticiper qu'une interprétation « modérée » des textes prévaudra parmi des jihadistes à peine réformés ?

Dans une tribune édifiante parue au mois de février dernier, la politiste Sally Sharif de l'Université de Colombie britannique, rappelait judicieusement que « *les victoires de rebelles conduisent souvent à des gouvernements instables et non-inclusifs* »¹. Depuis 1945, 46 pays ayant fait l'expérience d'un ou de plusieurs épisodes de victoires rebelles se sont ainsi trouvés dotés d'États faibles, d'institutions fragiles et traversés de clivages profonds. Elle écrivait encore que « *dans ces situations, la gouvernance devient souvent synonyme de survie, les dirigeants donnant la priorité à la consolidation de l'autorité plutôt qu'à la promotion d'une stabilité générale* ». De plus, ces victoires rebelles illustrent une autre tendance inquiétante, à savoir celle de « *chefs rebelles [utilisant] souvent les processus constitutionnels en vue de centraliser le pouvoir plutôt que pour créer des institutions capables de gérer les griefs ou d'empêcher la reprise de la violence* ». C'est précisément la situation dans laquelle se trouve la Syrie, tout entière confrontée aux dilemmes et aléas d'un *Regime Change* que d'aucuns continueront certes de décrire dans des termes élogieux, mais dont ils ne pourront éternellement cacher les tares, au risque de mettre davantage en péril leur propre crédibilité.

Myriam Benraad
Mars 2025

¹ « Syrian regime change: How rebel victories often lead to unstable, non-inclusive governments », *The Conversation*, 2 février 2025.